

12. RISQUES D'EXPLOITATION ET GESTION DES RISQUES

Chaque année, la société effectue une évaluation des risques de l'entreprise (« ERE ») qui permet d'identifier les principaux risques auxquels elle fait face et d'évaluer l'efficacité de leur gestion. Cette évaluation est réalisée surtout à l'aide d'entrevues administrées aux membres de la haute direction, qui évaluent l'incidence éventuelle des risques et la probabilité que cette incidence soit négative. Les résultats de l'ERE servent à prioriser les activités de gestion du risque, à allouer les ressources efficacement et à élaborer un plan de vérification interne fondé sur le risque. Les risques identifiés dans le cadre de l'ERE sont présentés au Comité de vérification et une discussion a lieu à leur sujet.

Une description des risques et des stratégies de gestion des risques établis à l'aide de l'ERE figure dans la section sur les risques plus loin, lesquels peuvent tous avoir une incidence négative sur le rendement financier. La société dispose de stratégies d'exploitation et de gestion des risques ainsi que des programmes d'assurance qui contribuent à atténuer les répercussions financières possibles de ces risques d'exploitation. Bien que la société déploie des stratégies pour atténuer ces risques, celles-ci ne permettent pas de garantir qu'aucun événement ou aucune circonstance pouvant avoir une incidence négative sur la situation financière et le rendement de la société ne se produira.

Secteur et concurrence

Les secteurs nord-américains du traitement et du commerce de détail des aliments évoluent et fonctionnent dans des marchés de plus en plus concurrentiels. Les besoins des consommateurs entraînent des changements au sein de ces secteurs et sont influencés par des tendances démographiques et économiques changeantes (revenu disponible, diversité ethnique, sensibilisation à une saine alimentation et aux enjeux environnementaux ainsi que le temps libre). La satisfaction du client se trouve au cœur des activités de la société. Ces dernières années, les consommateurs ont réclamé plus de choix, de valeur et de solutions pratiques. L'incapacité de la société à répondre à ces tendances de manière satisfaisante ou à exécuter efficacement ses stratégies pourrait avoir un effet négatif sur son rendement financier.

La société examine et surveille les plans et résultats d'exploitation, y compris la part de marché des secteurs d'exploitation isolables. Au besoin, ces secteurs modifient leurs stratégies d'exploitation, notamment le transfert d'installations de production ou de magasins, la fermeture de magasins peu performants, l'examen des prix et l'ajustement des gammes de produits, le positionnement des marques et les programmes de mise en marché, et ce, afin de tenir compte des activités des concurrents. Les marques représentent maintenant un important avantage concurrentiel pour la société. Les deux secteurs d'exploitation se concentrent sur le développement des marques et sur l'exploitation des principales marques. Tant les marques de prestige que les marques courantes de Weston Foods regroupent des produits de base et des gammes de produits solides favorisant la fidélisation des consommateurs, car elles sont synonymes de qualité, de goût relevé et de fraîcheur. Le programme de marques contrôlées de Loblaw constitue aussi un avantage concurrentiel, car il a pour effet d'accroître la fidélisation des consommateurs par l'entremise de l'offre d'une valeur supérieure et d'une certaine protection contre les stratégies de fixation de prix des marques nationales.

En raison des pressions liées aux coûts qui ne cessent de croître au sein du secteur du traitement des aliments et de l'environnement de vente peu favorable dans lequel évoluent plusieurs détaillants d'aliments, Weston Foods prévoit que des restructurations sont probables au sein du secteur. Bien qu'on ne sache pas ce qui se produira et qu'on ne connaisse pas non plus l'incidence éventuelle de cette situation sur les résultats financiers consolidés de la société, Weston Foods surveillera de près les faits nouveaux dans le secteur du traitement des aliments, et au besoin, elle révisera ses stratégies et programmes.

Loblaw fait face à des concurrents comme les opérateurs traditionnels de supermarchés ainsi que les entreprises de marchandisage de masse, les clubs-entrepôts, les pharmacies, les magasins offrant un assortiment de produits restreints, les magasins à rabais, les dépanneurs et les magasins spécialisés. Beaucoup parmi ces derniers offrent un éventail de produits alimentaires, pharmaceutiques et de marchandise générale. D'autres se concentrent sur des assortiments de produits que l'on trouve habituellement dans les supermarchés. Loblaw subit également des pressions de la concurrence provenant de nouveaux venus sur le marché et de l'expansion de concurrents existants, particulièrement ceux qui prennent de l'essor dans le marché de l'épicerie. Ces concurrents peuvent compter sur d'importantes ressources qui leur permettent de concurrencer très efficacement Loblaw à long terme. Une concurrence accrue pourrait empêcher Loblaw d'atteindre ses objectifs. Son incapacité à contrer efficacement la concurrence actuelle ou future pourrait notamment entraîner le rétrécissement de sa part de marché et des baisses de prix pour répondre aux baisses de prix de ses concurrents. Par conséquent, ces éléments pourraient avoir une incidence négative sur le positionnement de Loblaw par rapport à ses concurrents et sur son rendement financier.

Loblaw surveille sa part de marché et les marchés dans lesquels elle œuvre et remaniera ses stratégies d'exploitation, notamment en fermant des magasins peu performants, en déplaçant des magasins, en convertissant une bannière à une autre, en révisant les prix et en modifiant l'assortiment de produits et ses programmes de mise en marché.

Rapport de gestion

Gestion du changement et exécution

La société a connu des changements importants en 2007. Le Projet simplifier a donné lieu à des changements dans les structures et les processus d'affaires de Loblaw. D'autres mesures importantes venant renforcer le plan de redressement de Loblaw devant s'étendre sur plusieurs années sont planifiées ou déjà mises en œuvre. Ces changements devraient se traduire par des avantages pour Loblaw sous forme d'une commercialisation plus souple et plus centrée sur le consommateur, mais son succès est tributaire de la mise en œuvre efficace de ces changements par la direction et de l'atteinte des avantages escomptés.

Une gestion inefficace du changement pourrait perturber l'exploitation de l'entreprise ou porter atteinte à la capacité de la société à définir et à atteindre ses objectifs stratégiques, en raison d'une définition imprécise des responsabilités ou d'un manque de savoir-faire indispensable qui pourrait entraîner un comportement des employés incompatible avec les objectifs de la société. Tous ces facteurs pourraient avoir une incidence négative sur le rendement de la société. Il est possible que la société ne soit pas en mesure de mener à bien ces actions visant à réduire ses coûts et profiter d'autres avantages escomptés.

Technologie de l'information

Dans le but de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures de manière efficace, économique et avec une maîtrise adéquate, la société a recours à des systèmes de technologie de l'information (« TI »). Ces systèmes ont été évalués par la direction qui a déterminé qu'ils ont grandement besoin d'être mis à niveau dans certains secteurs si l'on veut qu'ils favorisent les affaires. Ils n'offrent peut-être pas le degré d'efficacité voulu pour soutenir les changements devant être apportés aux processus opérationnels de la société. Ces systèmes sont essentiels pour fournir à la direction les renseignements adéquats nécessaires à la prise d'une décision éclairée, y compris ses indicateurs de rendement clés. Les risques associés à la gestion du changement et les autres risques afférents découleront des différents projets qui seront entrepris pour effectuer une mise à niveau des systèmes existants et instaurer de nouveaux systèmes servant à accroître l'efficacité de la gestion des activités dans le futur. Toute négligence de la part de la société à investir convenablement dans la technologie de l'information ou à déployer une infrastructure de TI de manière opportune ou efficace pourrait nuire à son rendement financier. En 2007, Loblaw a élaboré un plan stratégique relatif aux TI qui servira à encadrer le nouvel environnement de systèmes dont elle a besoin. Ce plan sera mis en œuvre au cours de l'exercice 2008.

Toute défaillance du système de sécurité de l'information de la société ou la non-conformité avec les normes établies en sécurité de l'information, y compris celles relatives à l'information personnelle des clients de la société, pourrait être dommageable pour la réputation de la société, son positionnement concurrentiel et pourrait avoir une incidence négative sur sa performance financière.

Réseau d'approvisionnement

La nécessité d'investir et d'améliorer le réseau d'approvisionnement de la société pourrait avoir des conséquences négatives sur sa capacité de rejoindre ses clients actuels et futurs de façon efficace et efficiente. Au cours des prochaines années, Loblaw a planifié une restructuration majeure de son réseau d'approvisionnement. Bien que ces mesures doivent se traduire pour Loblaw par une amélioration du niveau de service en magasin, l'ampleur des modifications et la mise en œuvre de nouveaux processus pourraient perturber le flux de livraison des marchandises aux magasins, ce qui pourrait nuire au chiffre d'affaires. Les projets de développement du secteur de l'habillement par Loblaw sont tributaires de l'amélioration des processus actuels du réseau d'approvisionnement concernant ce type de produits. Il est possible que les flux de ces marchandises soient aussi perturbés avant la mise en œuvre de ces modifications et pendant celle-ci, ce qui nuirait au chiffre d'affaires.

Sécurité alimentaire et santé publique

La société est exposée à des risques liés à des défauts de produits, à la sécurité des aliments et à la manipulation des produits. Ces responsabilités peuvent découler de la fabrication, de la préparation du stockage, de la distribution et de la présentation des produits, et en ce qui concerne les produits de marques contrôlées et les produits fabriqués sous contrat de la société, de leur fabrication, leur emballage et leur conception. Tout événement relatif à ces questions peut avoir une incidence négative sur la réputation et la performance financière de la société.

Une bonne partie du chiffre d'affaires de la société provient des produits alimentaires et la société pourrait se trouver dans une position de vulnérabilité advenant un grave problème d'intoxication d'origine alimentaire ou des problèmes de santé publique causés par certains produits alimentaires. Un événement de cette nature pourrait avoir une incidence négative sur le rendement financier de la société. Des procédés ont été mis en place pour gérer des événements de ce genre. Ces procédés sont conçus pour repérer les risques et pour s'assurer que les communications avec le personnel et les consommateurs sont claires et visent à assurer que les produits potentiellement dangereux soient promptement retirés des stocks. De plus, la société applique des procédures et des programmes de sécurité alimentaire qui ont trait aux normes de préparation et de manipulation des aliments. La société s'efforce d'utiliser les meilleures pratiques pour l'entreposage et la distribution de produits alimentaires et soutient activement les campagnes de sensibilisation auprès des consommateurs en matière de manipulation et de consommation sécuritaires des aliments. L'efficacité de ces procédés pour faire face à de tels événements dépend d'une exécution réussie. L'existence de ces procédés ne signifie aucunement que la société sera en mesure d'atténuer ces risques en toutes circonstances.

La société s'assure que ses marques et les produits de marques contrôlées de Loblaw répondent à l'ensemble des exigences réglementaires, notamment en affichant un étiquetage nutritionnel afin que les consommateurs soucieux de leur santé puissent faire des choix éclairés.

Relations de travail

Une partie importante de la main-d'œuvre de la société est syndiquée. La renégociation des conventions collectives peut entraîner des arrêts de travail ou des ralentissements qui, selon leur nature ou leur durée, pourraient avoir une incidence négative sur le rendement financier de la société. Celle-ci est disposée à assumer les coûts à court terme d'une interruption de travail afin de négocier des coûts de main-d'œuvre et des conditions d'exploitation concurrentiels à plus long terme. En 2007, d'importantes négociations de conventions collectives ont eu lieu à l'échelle de la société; 104 conventions collectives arrivaient à terme et 101 autres ont été négociées, soit celles qui arrivaient à échéance en 2007, celles qui étaient reconduites d'années antérieures et celles qui ont été négociées plus tôt. En 2008, sur les 101 conventions collectives qui arrivent à échéance et qui touchent environ 17 000 salariés, il y en a une, la plus importante, qui concerne à elle seule quelque 3 100 salariés. La société poursuivra également les négociations relatives aux 75 conventions collectives reconduites de 2005 à 2007. La société entretient de bonnes relations avec ses salariés et les syndicats et, bien que cette éventualité ne puisse être écartée, elle ne prévoit aucun problème inhabituel lors de la renégociation de ces conventions collectives.

Plusieurs concurrents de la société utilisent une main-d'œuvre non syndiquée. Ils peuvent donc bénéficier de coûts de main-d'œuvre moins élevés et d'efficacités d'exploitation plus favorables, d'où une difficulté supplémentaire pour la société sur le plan de la concurrence.

Franchisés

Une partie importante des revenus et des bénéfices de Loblaw proviennent de montants versés par les franchisés. Ces derniers sont des entreprises indépendantes et, par conséquent, leur exploitation peut subir l'incidence négative de facteurs qui sont hors du contrôle de la société, ce qui, par la suite, peut avoir des conséquences néfastes sur sa réputation et potentiellement une incidence négative sur ses revenus et ses bénéfices. Tel serait également le cas si un nombre important de franchisés devaient connaître des difficultés d'exploitation, notamment être exposés à des risques en santé et sécurité, connaître des difficultés financières, refuser ou ne pas être en mesure de payer des marchandises, des loyers ou d'autres frais ou ne pas renouveler leur contrat de franchisage. Le système de franchise de la société est aussi assujéti aux lois sur les franchises et leurs règlements d'application en vigueur dans un certain nombre de provinces. Toute nouvelle législation ou le non-respect de lois existantes pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la société, et augmenter le fardeau et les frais d'administration aux termes de ces prescriptions légales; tous ces éléments pourraient avoir un effet sur le lien d'affaires que la société entretient avec ses franchisés.

Cours des marchandises

Les coûts assumés par Weston Foods subissent l'effet direct des fluctuations du prix des denrées telles que le blé, la farine, le sucre, l'huile végétale, le cacao, le gaz naturel et le carburant. L'augmentation du prix de ces denrées pourrait nuire au rendement financier de la société. Afin d'atténuer l'incidence économique de ces fluctuations de cours, Weston Foods procède à la couverture d'une partie de ses achats de matières premières prévus. À la fin de l'exercice 2007, Weston Foods avait conclu des contrats à terme sur marchandises qui atténuent l'incidence économique des fluctuations du cours de certaines denrées durant environ six mois, en moyenne, en 2008.

Cela dit, le prix d'un bon nombre de ces marchandises a augmenté à un rythme sans précédent en 2007 et en 2006, et rien ne garantit que les arrangements en matière de couverture pris par la société continueront d'atténuer l'incidence économique à court terme sur ses résultats financiers, particulièrement si les cours des denrées continuent d'être volatils.

Cotisations aux avantages sociaux futurs

Les régimes de retraite à prestations déterminées par capitalisation de la société sont actuellement capitalisés de manière satisfaisante et le rendement sur les actifs de régimes de retraite à prestations déterminées est conforme aux attentes, mais rien ne garantit que cette tendance va se maintenir. Une période prolongée de baisse des marchés financiers et de faibles taux d'intérêt pourrait obliger la société à verser des cotisations à ses régimes de retraite à prestations déterminées par capitalisation, en plus de ceux actuellement envisagés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur le rendement financier de la société.

En 2007, la société a versé une cotisation de 88 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations déterminées par capitalisation (125 millions de dollars en 2006). En 2008, la société s'attend à verser des cotisations d'environ 86 millions de dollars à ces régimes. Ces estimations peuvent varier en fonction des évaluations actuarielles en cours, du rendement du marché et des exigences réglementaires. La société s'attend également à verser, en 2008, des cotisations aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite interentreprises, ainsi que des prestations aux bénéficiaires des régimes de retraite à prestations déterminées sans capitalisation et d'autres régimes d'avantages sociaux.

Régimes de retraite interentreprises

En plus des régimes de retraite parrainés par la société, celle-ci participe à divers régimes de retraite interentreprises qui prévoient le versement de prestations de retraite et auxquels adhèrent environ 41 % (41 % en 2006) des salariés de la société et de ses franchisés indépendants. Conformément à la loi, l'administration de ces régimes et l'investissement de leurs actifs sont supervisés par des conseils de fiduciaires indépendants composés généralement d'un nombre égal des représentants des syndicats et de l'employeur. Dans certaines circonstances, la société peut avoir un représentant au conseil des fiduciaires pour les régimes de retraite interentreprises. La société est tenue de verser des cotisations à ces régimes pour des montants établis en vertu des conventions collectives; cela dit, le mauvais rendement de ces régimes pourrait avoir un effet négatif sur les salariés et les anciens salariés de la société qui y participent. Les coûts de ces régimes de retraite sont constatés à mesure que les cotisations sont exigibles.

Rapport de gestion

Durant le premier trimestre de 2007, Weston et Loblaw étaient deux des 17 défendeurs ayant reçu signification d'une poursuite intentée devant la Cour supérieure de l'Ontario par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises auquel participent les employés de Loblaw et ceux de ses magasins franchisés indépendants. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés, et ils demandent, entre autres, qu'on leur verse des dommages-intérêts de l'ordre de 1 milliard de dollars. L'action est présentée sous forme de recours collectif au nom de tous les bénéficiaires du régime de retraite interentreprises. La société a reçu un avis de l'avocat des demandeurs dans lequel ce dernier mentionne qu'il a reçu des directives de son client pour mettre fin à la poursuite contre les employeurs, y compris la société. L'action visant les fiduciaires est toujours en cours et l'un des fiduciaires, qui est par ailleurs un dirigeant de Loblaw, aura peut-être droit à une indemnité de la part de Loblaw.

Tiers fournisseurs

Certains aspects des activités de la société dépendent énormément de tiers fournisseurs. Bien que des ententes contractuelles appropriées aient été conclues avec ces tiers, la société n'a aucune influence directe sur la façon dont ces tiers sont gérés. Il est possible que des événements négatifs qui frappent ces derniers aient à leur tour un effet négatif sur les activités et le rendement financier de la société.

Une grande partie de la viande prête à vendre en caisse est produite par un tiers qui exploite des installations expressément pour Loblaw.

De plus, certains des produits de Weston Foods et les produits de marques contrôlées de Loblaw sont fabriqués en vertu de contrats conclus avec de tiers fournisseurs, lesquels sont astreints à respecter des normes de qualité élevées afin de préserver la valeur des marques de la société, mais rien ne garantit que ces normes seront appliquées. La société a également recours aux services logistiques de tiers, y compris ceux liés à un centre d'entreposage et de distribution à Pickering (Ontario) ainsi qu'un autre qui sera établi à Ajax (Ontario), et à de tiers transporteurs. Toute interruption de leurs services peut perturber le flux de produits et avoir des répercussions négatives sur le chiffre d'affaires.

Les services bancaires des *Services financiers le Choix du Président* sont fournis par une grande banque à charte canadienne. La Banque PC fait appel à des fournisseurs de services indépendants pour le traitement des transactions par carte de crédit, l'exploitation des centres d'appels et la surveillance du crédit et d'une partie des fraudes visant la carte MasterCard^{MD} *Services financiers le Choix du Président*. Afin de réduire les risques opérationnels, la Banque PC et Loblaw gèrent et surveillent activement leurs relations avec tous les tiers fournisseurs. La Banque PC a mis sur pied une politique de gestion des fournisseurs qui a été approuvée par le Conseil d'administration et a établi une équipe de gestion des fournisseurs qui fait régulièrement rapport au Conseil sur la gestion des fournisseurs et l'évaluation des risques.

Les produits d'assurance habitation et auto de l'agence *PC Finance* sont fournis par des sociétés du groupe Aviva Canada, filiale canadienne d'une importante compagnie d'assurances IARD internationale.

Surstocks

Il est possible que certains programmes de mise en marché de Loblaw entraînent des surstocks qui ne pourront pas être vendus de manière rentable dans les magasins de Loblaw. Les surstocks peuvent entraîner des démarques, des freintes ou la nécessité de liquider les stocks, autant de situations qui peuvent avoir des répercussions négatives sur le rendement financier de la société. En outre, l'infrastructure de gestion des stocks actuelle de Loblaw, y compris ses systèmes de technologie de l'information, ne réussit pas à suivre efficacement les stocks à toutes les étapes du réseau d'approvisionnement. Loblaw a mis en œuvre des méthodes et des solutions informatiques de contournement pour permettre à la direction de déceler et de quantifier adéquatement les surstocks et les stocks désuets.

Immobilier

La réalisation du programme d'aménagement immobilier pourrait dépendre du succès des négociations des conventions collectives relativement à l'expansion sur le même site ou au réaménagement. Étant donné que Loblaw continue d'offrir de la marchandise générale, la mise en œuvre au moment prévu du programme immobilier devient de plus en plus importante en raison du délai beaucoup plus long requis pour commander ces marchandises. Les délais d'exécution pourraient entraîner des problèmes de gestion des stocks. Loblaw conserve un large portefeuille de biens immobiliers détenus par elle et, lorsqu'elle le juge pratique, applique une stratégie consistant à faire l'acquisition d'emplacements sur lesquels se dresseront les futurs magasins. Cette façon de procéder améliore la souplesse opérationnelle de Loblaw en lui permettant d'instaurer de nouveaux rayons et services qui pourraient être exclus en vertu de contrats de location-exploitation signés avec des tiers. À la fin de l'exercice 2007, Loblaw possédait 73 % (72 % en 2006) de la superficie en pieds carrés des magasins qu'elle détient, et 46 % (45 % en 2006) de la superficie en pieds carrés de ses franchises.

Saisonnalité

Les activités de la société relatives aux produits alimentaires sont touchées à divers degrés par certaines périodes fériées dans le courant de l'année, notamment au chapitre du niveau des stocks, des chiffres d'affaires et de la combinaison de ventes. Les deux secteurs d'exploitation de la société faisant l'objet d'une déclaration continuent de surveiller l'incidence que les jours fériés peuvent avoir sur leurs activités et d'ajuster au besoin les niveaux et la production de stocks ainsi que les horaires de livraison.

Perfectionnement et maintien en poste des employés

Le degré d'inefficacité de la société à assurer le perfectionnement des employés et à établir des processus de planification de la relève et des stratégies de maintien en poste appropriés pourrait entraîner des lacunes en ce qui a trait aux connaissances et à l'expérience requises, lacunes qui, à leur tour, pourraient avoir une incidence sur la capacité de la société à mettre en œuvre ses stratégies, à fonctionner de manière efficace et à atteindre ses objectifs de rendement financier. Celle-ci continue de miser sur le perfectionnement des employés à tous les échelons et dans toutes les régions. L'efficacité en matière de perfectionnement des employés et de planification de la relève est essentielle au soutien de la croissance et au succès de la société. Mais ces secteurs d'activité ne sont pas encore complètement développés et la société est en train de mettre en application les processus cités plus haut.

Le marché de l'emploi restreint dans l'Ouest canadien a créé des défis singuliers pour l'exploitation efficace des installations de fabrication, des magasins et des centres de distribution et, de ce fait, a eu une incidence sur la capacité de la société à atteindre ses objectifs opérationnels. La société a mis en œuvre des programmes visant à attirer du personnel d'un calibre approprié dans un marché de l'emploi très concurrentiel, mais on ne peut être certain que ces programmes vont continuer d'être efficaces.

Prix des services publics et du carburant

La société est un important utilisateur d'électricité, d'autres services publics et de carburant. La société a conclu des contrats visant à fixer le prix d'une partie de ses coûts variables futurs afférents à l'électricité et au gaz naturel, ainsi que des contrats financiers qui serviront à redresser une partie des coûts variables liés aux besoins en mazout pour 2008. En dépit de ces arrangements, une hausse imprévue du coût de ces éléments pourrait avoir une incidence négative sur son rendement financier.

Environnement, santé et sécurité

Des événements indésirables aux plans de l'environnement, de la santé et de la sécurité pourraient nuire à la réputation et au rendement financier de la société. Celle-ci a des programmes en matière d'environnement, de santé et de sécurité au travail et a institué des politiques et des procédés visant à assurer la conformité à toutes les exigences législatives applicables dans ces domaines. À cette fin, la société procède à des évaluations et à des vérifications des risques environnementaux en faisant appel à des ressources internes et externes; elle a également mis en place des programmes de sensibilisation du personnel dans tous ses secteurs d'exploitation.

La société s'emploie à être responsable sur les plans social et environnemental et reconnaît que les efforts qu'elle déploie pour assurer sa croissance économique et sa rentabilité en réponse aux pressions exercées par la concurrence doivent tenir compte de ses responsabilités en matière de gestion environnementale et d'autres questions d'ordre écologique. Les exigences en matière de protection de l'environnement n'ont pas d'incidence importante sur le rendement financier de la société, et rien n'indique qu'il pourrait en être autrement.

Le Comité de l'environnement et de santé et sécurité du Conseil reçoit régulièrement des rapports de la direction sur les questions courantes et éventuelles, les nouvelles préoccupations d'ordre réglementaire et les efforts de communications pertinents. Le personnel de la société affecté aux questions environnementales travaillera en étroite collaboration avec le personnel du secteur de l'exploitation pour veiller à ce que les exigences de l'entreprise en matière d'environnement soient satisfaites.

Déontologie et conduite des affaires

La société a adopté un code de déontologie dont tous les salariés et membres de la direction doivent régulièrement prendre connaissance et accepter les conditions. La société a formé un Comité de déontologie et de conduite des affaires composé de membres de la haute direction et qui supervise la conformité avec le code et détermine pour la société la meilleure manière de conduire ses affaires dans le respect des principes de déontologie. La société encourage tout le monde à signaler les comportements non conformes à l'éthique et elle a mis sur pied une ligne d'aide anonyme sans frais que les employés peuvent utiliser pour signaler toute irrégularité soupçonnée concernant les contrôles comptables internes ou les opérations de vérification ainsi que les comportements non conformes à l'éthique ayant une incidence sur la société. Loblaw a également adopté un code de conduite pour les fournisseurs qui décrit, à l'intention de ses fournisseurs, ses attentes en matière de déontologie dans un certain nombre de secteurs, notamment la responsabilité sociale. Pour la société et ses fournisseurs, toute transgression de ces politiques, de la loi ou des pratiques commerciales conformes à la déontologie peut avoir des répercussions importantes sur la réputation de la société et ses marques et, par conséquent, une incidence négative sur son rendement financier.

Lois, fiscalité et comptabilité

Toute modification des lois, règles, règlements ou politiques concernant les activités de la société, notamment la fabrication, la transformation, la préparation, la distribution, l'emballage et l'étiquetage de ses produits, pourrait avoir une incidence négative sur son rendement financier et ses résultats d'exploitation. La conformité à de telles modifications peut se traduire par des coûts importants pour la société. L'incapacité de la société à se conformer pleinement aux lois, règles, règlements et politiques applicables peut entraîner des actions ou des poursuites au civil en vue de l'application des règlements, notamment des amendes, des évaluations, des injonctions, des rappels ou des saisies qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers de la société.

La société est assujettie à diverses lois concernant la protection des renseignements personnels et elle a adopté un code de protection de la vie privée où sont présentées des lignes directrices sur le traitement des renseignements personnels. Si la société contrevient à ces lois de quelque façon que ce soit, cela pourrait nuire à sa réputation et avoir une incidence négative sur son rendement financier.

Rapport de gestion

Rien ne garantit que les lois fiscales et les règlements touchant les collectivités publiques dans lesquelles la société exerce ses activités ne soient pas modifiés d'une manière qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la société. De nouvelles prises de position comptables de la part des organismes appropriés pourraient aussi influencer sur les résultats financiers de la société.

Assurance

La société cherche à limiter son exposition aux risques en procédant à des niveaux appropriés d'autoassurance et en souscrivant diverses couvertures d'assurance, notamment un programme d'assurance intégré. Le programme d'assurance de la société est fondé sur diverses modalités et limites de couverture. Les contrats d'assurance couvrent plusieurs années et sont conclus avec des compagnies d'assurances fiables et financièrement stables cotées par A.M. Best Company, Inc. La société combine des programmes complets de gestion des risques et des processus de gestion active des sinistres et des litiges en faisant appel autant à des professionnels à l'interne qu'à des experts techniques à l'externe. Ces programmes ne garantissent pas qu'un risque donné sera atténué dans tous les cas.

Structure de société de portefeuille

Weston est une société de portefeuille. En tant que telle, elle ne peut exercer directement l'ensemble de ses activités, mais elle le fait par l'entremise de ses filiales. Elle n'a pas de source importante de revenus ni d'actifs qui lui soient propres, sauf les participations qu'elle détient dans ses filiales, qui sont toutes des entités juridiques distinctes.

Weston dépend donc financièrement des dividendes et des autres distributions qu'elle reçoit de ses filiales.